

En Arménie comme en Guyane des projets de mine d'or se heurtent aux écologistes



en Arménie , le projet de mine d'or à Amulsar par l'américain "Lydian International" se heurte aux défenseurs de l'environnement : "la décision doit être prise sur des faits pas des émotions" selon le 1er Ministre d'Arménie : "Armenian Prime Minister Nikol Pashinian called for a decision on the future of a gold mining project at Amulsar that would be "based on facts rather than emotions" as he met with all stakeholders in the central Armenian province of Vayots Dzor on Friday.

Pashinian arrived in the town of Jermuk on the second day of his two-day tour of the southern and central Armenian provinces with the purpose of getting firsthand information about a local dispute between some members of the community and environmentalists on one side and an international mining company prospecting for gold at a nearby deposit on the other.

All roads leading to Amulsar have been blocked since June 23 by a group of residents of nearby communities as well as some environmental activists protesting against gold mining operations planned there. The protesters claim the operations of Lydian International, a U.S.-based mining company, would contaminate air and water in the mountainous area. Lydian maintains that it will use advanced technology to prevent any damage to the local ecosystem.

The company, which had won exclusive rights to develop the Amulsar deposit, says it has suffered millions of dollars in losses and could take legal action if one of the largest business projects in Armenia's history is disrupted.

More than 1,400 people employed by the company, many of them also local residents, have been unable to go to work for days. More than 200 Lydian employees demonstrated in Yerevan on July 2 against the blockage of the construction site at the gold deposit imposed by the protesters despite Premier Pashinian's call to end the protests.

Pashinian met with representatives of Lydian, the local communities and environmental activists in one place to discuss possible ways of resolving the situation. In particular, he insisted that an inspection involving all stakeholders, including experts, should be carried out to provide credible answers to two key questions - whether the operations of the mining site affect the quality of water resources and the future development of Jermuk as a resort town.

"I believe that decisions of the government concerning the mine must be made on the basis of facts rather than emotions. Theoretically, one can also make emotional decisions, but we should understand that emotional decisions, especially in state governance, are not particularly useful. And secondly, we now have a de jure situation and every resolution of this situation has its own potential development. If we make any unlawful step in this situation - even one that is deemed unlawful not necessarily from our standpoint but at least from the point of view of international relations - we may face major problems," Pashinian said.

Both sides appeared to agree on an inspection of Lydian's compliance with environmental norms proposed by the prime minister, but neither agreed to make concessions in terms of the current activities on the deposit. Community representatives and environmental activists insisted that construction of gold mining and smelting facilities at Amulsar should be suspended for the period of the inspection, with Lydian's representative finding such an approach unacceptable.

source : Massis

En Guyane :

Invectives et intervention des forces de l'ordre. Le débat public autour du projet minier de la Montagne d'or en Guyane, commencé le 7 mars et terminé aujourd'hui 7 juillet 2018, est passionné. Le 7 avril, un débat à Cayenne a même dû être fermé [précipitamment](#) à cause de la violence des échanges.

D'un côté les défenseurs du projet y voient une chance pour la Guyane, qui manque d'activités industrielles et d'emplois, et en face les opposants, veulent empêcher l'extraction de l'or, polluante, et dont ils mettent en doute les bienfaits pour l'emploi.

Le président Emmanuel Macron et le ministre de la Transition écologique eux-mêmes divergent.

La Guyane est le département, le plus étendu de France, et une région, la deuxième par la superficie, mais une des moins peuplées: 260.000 habitants , soit 3,1 habitants au km² car la forêt équatoriale occupe 98% du territoire.

Mais la démographie est un problème.

Car en quarante ans, la population a été multipliée par 4,7, pour doubler d'ici 2040.

La Guyane est le territoire français qui connaît le plus de vagues migratoires.

En offrant l'éducation, la santé, les minima sociaux et la stabilité politique, la Guyane est attractive , notamment pour les ex-habitants du Surinam, du Brésil et de Haïti.

En 2017, le taux de chômage est à 22% des actifs, à 44% pour les 15-24 ans.

Il y a du travail en Guyane dans l'exploitation du bois, la pêche, le bâtiment, les travaux publics, la station spatiale de Kourou... et l'or. Le pays a de nombreuses exploitations de petite taille, qui produisent, légalement, environ deux tonnes par an. Mais plus de 6.500 orpailleurs produisent illégalement entre cinq et dix tonnes par an.

Dès 1976, le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) a trouvé la présence d'or sur le site dit de la Montagne d'Or et la possibilité d'y placer une installation de dimension industrielle.

Le projet est porté par la Compagnie minière Montagne d'Or, qui succède à une petite entreprise locale, la Sotrapmag; Cie minière Montagne d'Or enregistrée en Guyane en 2016 est détenue à 55,01% par Nordgold et à 44,99% par Columbus Gold. Nordgold, qui a été cotée à Londres et y a toujours son siège social, est détenue à plus de 99% par le milliardaire russe [Alexey Mordashov](#), qui a placé

chez Nordgold toutes ses activités d'exploitation d'or en Russie, au Kazakhstan et en Afrique;

Alexeï Mordashov est aussi actionnaire à 77% du groupe sidérurgique et minier [Severstal](#).

Colombus Gold, est une société canadienne dont l'activité devra être d'explorer et développer le site de la Montagne d'Or.

La Compagnie minière veut extraire 85 tonnes d'or sur douze ans, soit sept tonnes par an.

Si le projet est retenu, la préparation du site et des infrastructures aura lieu entre 2019 et 2021.

Plus de 900 personnes seraient employées. Ensuite, pendant l'exploitation, de 2022 à 2033, le site ferait travailler 750 personnes, mais la compagnie estime le nombre d'emplois induits et indirects à 3.000. Enfin, pendant cinq ans, les installations seraient démontées, le site serait réaménagé, végétalisé et il serait suivi post-exploitation pendant trente ans, jusqu'en 2069. La Cie estime qu'elle devra investir 782 millions d'euros sur toute cette période.

Le projet est séduisant: une activité légale et encadrée par des professionnels ayant une expertise internationale, des embauches, des impôts versés à la collectivité territoriale et à la commune de Saint-Laurent-du-Maroni, des actions de formation améliorant la qualification de la main-d'oeuvre locale.

Beaucoup d'élus, & le président de la collectivité territoriale, sont séduits.

En août 2015, le ministre de l'Économie Emmanuel Macron se rend en Guyane, visite le site et apporte son soutien au projet, qui serait un excellent exemple du *«renouveau minier de la France»* .

Ce renouveau minier serait à la fois encouragé et encadré par un nouveau code minier, dont la réforme [est à l'étude depuis 2011](#). Un texte a été adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale en janvier 2017, mais reste en attente d'examen au Sénat. La discussion va probablement [reprendre](#) avec l'actuel ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot .

Pour les nombreux opposants, il n'existe qu'une seule solution satisfaisante: y

renoncer . Ce sont les populations autochtones, qui y voient une agression contre leur territoire, et les diverses associations écologistes, purement locales comme le collectif "Or de Question" ou nationales comme les Amis de la Terre, [la Fondation Nicolas Hulot](#) (qui avait adopté cette position avant l'entrée de Nicolas Hulot au gouvernement) ou le [WWF](#).

Dans un gisement d'or, il n'y a qu'un ou deux grammes d'or par tonne de roche. Dans ce cas précis, la teneur est estimée à 1,6 gramme. Pour atteindre l'objectif d'une production annuelle proche de sept tonnes d'or par an, il faudra extraire 12.500 tonnes de minera/jour, plus 67.500 tonnes de roches stériles. Pour récupérer l'or, il faudra ensuite traiter le minerai au cyanure.

Les résidus seront entassés sous forme de tonnes de boues retenues par des barrages (qui peuvent céder);

Les écologistes sont inquiets car le site de la mine serait situé juste entre deux réserves biologiques intégrales, où toute exploitation forestière est proscrite. L'exploitation donnera une tranchée de 2,5 kilomètres de long sur 400 mètres de large, d'une profondeur variant entre 120 et 220 mètres. L'importance de cette saignée, exprimée en équivalent terrains de football, est le premier argument utilisé par le WWF pour lancer une grande campagne de refus du projet avec le footballeur Ibrahim Cissé.

Ces installations seraient consommatrices d'électricité :le site Montagne d'Or pourrait*«nécessiter entre 20 et 40 MW de production électrique continue supplémentaire (soit entre 160 et 320 GWh), ce qui représenterait, dans ce dernier cas, près de 36% de la consommation actuelle de la Guyane»*. Comment serait produite cette électricité, quel serait l'impact en termes d'émissions de gaz à effet de serre?

Le dossier est [public](#) et le débat est engagé. Ensuite, il y aura l'instruction des dossiers de demandes d'autorisation et ouverture d'une enquête publique avant que le préfet ne prenne sa décision, décision très politique qui sera prise en fait au plus haut niveau de l'État français. Les considérations techniques ne seront pas seules en cause: après la crise sociale du printemps 2017 en Guyane, le rapport de forces sera étudié de très près.

Peut-on continuer à avancer sur la croissance en améliorant nos techniques d'exploitation des ressources naturelles, en faisant plus attention à

l'environnement, en surveillant davantage les producteurs ou si les objectifs affichés en matière climatique sont bien observés?

Pour l'instant, le président Macron semble vouloir donner la priorité à la croissance et faire confiance au progrès technique pour résoudre les problèmes.

...

sources : INSEE